

# LA NATION

QUOTIDIEN D'INFORMATION EN LIGNE FONDÉ LE 21 FÉVRIER 2005

Des guadeloupéens caribéens pensent la Guadeloupe et le Monde

**NEUVIÈME ANNÉE N°1093 DU 16 SEPTEMBRE 2014**

1801/2014 : 213<sup>e</sup> ANNÉE DE LA NATION GUADELOUPE

**2014 ANNÉE DES CHÔMEURS ET DE LA FAMILLE GUADELOUPÉENNE**

**SUIVEZ NOUS SUR :**



**UNE RENTRÉE POLITIQUE  
EN GUADELOUPE  
AVEC UNE ÉCONOMIE DEGRADÉE**

# LES TITRES

AFFAIRES NATIONALES ET À LA UNE page 3

AFFAIRES MONDIALES page 12

MARCHÉS FINANCIERS MONDIAUX page 15

DROIT, MANAGEMENT, PATRIMOINE page 17

TABLEAU DE BORD GUADELOUPE page 19

Nombre de pages :21

# LA NATION

**PUBLICATION DU GROUPE MÉDIA CARAÏBE :**  
22 BIS RUE ALEXANDRE ISAAC POINTE À PITRE GUADELOUPE

## ADMINISTRATION :

Géré par l'association Média Caraïbe.

PRÉSIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION : **DAVILA JACQUES**

COORDONNATEUR ADMINISTRATIF: **JEAN PAUL ELUTHER**

Abonnement : 0690 40 42 55 ;

Publicité : Régie Caraïbe de publicité 0690 40 42 55 ;

Agence de presse : Média info

## RÉDACTION

DIRECTEUR DE LA PUBLICATION ET RÉDACTEUR EN CHEF : **ELUTHER JEAN PAUL**

COMITÉ DE RÉDACTION : **José Ayassamy ; Romuald Myriam ; Jacques Davila;**

**wesleyAminata.**

**2 LA NATION N°1093 /MARDI 16 SEPTEMBRE 2014**

## **QUELLE RENTRÉE POLITIQUE ?**

**Un Président de la France davantage présenté comme un personnage de vaudeville que comme responsable d'un État ; un Premier ministre qui recherche la légitimité parlementaire en appelant à la discipline plutôt qu'à l'adhésion à sa politique ; un co-Président de Parti de gauche démissionnaire que son Parti mandate pour se présenter comme non membre d'un Parti politique.... sans oublier, bien sûr, une UMP qui attend, gueule ouverte, que le gâteau lui tombe dans la bouche tout en gérant fort mal des ambitions internes aussi nombreuses que piteuses. Tout cela sent la décomposition avancée des institutions . Il ne faut alors pas s'étonner de voir le FN se présenter comme une solution possible. Solution autoritaire, certes, mais qui peut malheureusement en séduire beaucoup tant l'État est déliquescence, tant les responsables de la droite, comme de la gauche, donnent de la politique un visage médiocre, tant les attitudes et les choix de François Hollande poussent à évoquer ce mot féroce du Général De Gaulle à l'égard du Président Albert**

**Lebrun : « Il se pensait chef de l'État ; l'ennui était qu'il n'était pas chef et qu'il n'y avait plus d'État ». Chez nous, la situation est encore plus catastrophique . La quasi totalité des acteurs politiques faute de courage se focalise sur l'eau en termes le plus souvent politicien sans se rendre compte de la formidable opportunité pour la croissance et l'emploi de cet énorme investissement que constitue la reconstruction des réseaux de production et de distribution de l'eau . On ne parle plus de réforme politique, de développement économique , de justice sociale ou de construction de notre culture , les dirigeants et les classes sociales qui les soutiennent estimant que notre pays est dans l'ensemble en bonne santé . La classe politique dans sa majorité masque le fait que la France qui nous soutient totalement n'en peut plus criblée qu'elle est de dettes ce qui ne l'empêche pas de faire la guerre et donc de dépenser inutilement de faibles ressources. L'histoire nous a toujours montré que ceux qui sont dans le déclin se jouent la comédie pour oublier et tenter d'échapper à leur malheur . Seule une véritable souveraineté populaire, plongeant ses racines dans notre tradition démocratique et républicaine, bien au-delà des clivages partisans, peut faire renaître une vie publique saine. Elle seule peut reconstituer un corps politique capable de faire face aux enjeux sociaux, économiques, écologiques, de contrer**

**les dangers nationaux et les menaces internationales. Cet objectif ne peut être porté ni par un parti, ni par un individu ou une aventure personnelle. C'est un travail de fond qui implique la collectivité des citoyens guadeloupéens.**

## **POLITIQUE**

### **MANUEL VALLS OBTIENT LA CONFIANCE**

Manuel Valls a obtenu mardi pour la deuxième fois la confiance des députés mais a perdu 37 soutiens en cinq mois, après avoir tenu un discours "de vérité" dépourvu d'annonce majeure où il donné quelques gages à la gauche du Parti socialiste. L'Assemblée nationale a accordé par 269 voix contre 244 sa confiance au nouveau gouvernement constitué le 27 août après le limogeage les ministres opposés à la politique économique du Premier ministre. La majorité absolue (289 députés), qui avait été dépassée pour son premier gouvernement avec 306 voix, est désormais loin et les prochains votes s'annoncent difficiles. Outre le groupe socialiste, celui des radicaux de gauche largement a voté la confiance. Au PS, 32 "frondeurs" - contre 11 seulement en avril - se sont abstenus ainsi que les écologistes. Manuel Valls a dit voir dans ce vote un encouragement à poursuivre "jusqu'à la fin du quinquennat" la route "du redressement de la France".

### **L' EUROPE SACRIFIE SON MODÈLE SOCIAL**

La pauvreté ou l'exclusion sociale menacent 28% des jeunes et des enfants européens, estime la fondation Bertelsmann, qui observe une augmentation significative par rapport à 2009, alors que la pauvreté parmi les plus vieux semble plutôt être en déclin dans l'UE. Les pays du Sud et les jeunes générations sont les plus pénalisés par des politiques nationales et européennes uniquement axées sur les efforts de consolidation budgétaire, met en avant le premier Index de la justice sociale publié lundi par la fondation allemande Bertelsmann. L'Europe progresse sur la voie de sa stabilisation économique, mais elle le fait au prix de sa justice sociale. Ce ne sont plus seulement les "frondeurs" socialistes français qui l'affirment, mais désormais aussi une institution

allemande, jusqu'à présent plutôt soupçonnée de sympathiser avec la droite: la fondation Bertelsmann. Elle publie lundi 15 septembre son premier Index de la justice sociale dans les 28 Etats membres de l'Union européenne. Le portrait qu'elle y dresse de l'Europe est, de ce point de vue, accablant: à un écart croissant entre le Nord et le Sud de la région s'ajoute désormais celui entre générations, qui pénalise de plus en plus les jeunes. La faute, selon l'étude, aux rigides politiques d'austérité poursuivies pendant les années de crise ainsi qu'aux réformes structurelles visant à stabiliser l'économie et les budgets des Etats, qui dans beaucoup de pays ont miné les systèmes de sécurité sociale ainsi que les investissements dans des politiques d'avenir telles que l'éducation et la recherche et développement. Entre la Suède, en tête du classement, et la Grèce, en pied, le niveau de justice sociale - dont l'étude prend en compte six dimensions (pauvreté, éducation, emploi, santé, justice intergénérationnelle ainsi que cohésion sociale et non-discrimination) au travers de 35 critères - varie significativement dans les différents pays membres de l'UE, constate la fondation Bertelsmann. Si pendant les dernières années celui-ci a baissé dans la plupart des pays analysés (seuls trois Etats enregistrent une nette amélioration par rapport à 2008: la Pologne, l'Allemagne et le Luxembourg), son déclin a toutefois été particulièrement sensible dans les Etats les plus durement frappés par la crise: la Grèce, l'Espagne et l'Italie, ainsi que l'Irlande et l'Hongrie. L'écart entre les pays du Nord et du Sud de l'Europe s'est en conséquence renforcé. "Dans les pays en crise de l'UE en particulier, il n'a pas été possible d'administrer les coupes budgétaires d'une manière équilibrée", explique la fondation. Le niveau de richesse nationale n'est en effet ni le seul ni le principal responsable de cette dégringolade, souligne la fondation: une comparaison entre les pays de l'UE prouve plutôt que performance économique et justice sociale ne vont pas forcément de pair. L'exemple de la Suède et de l'Irlande, pays au PIB par habitant comparable, est en ce sens significatif: alors que le premier obtient le meilleur score européen en termes de justice sociale, le deuxième se classe bien en dessous la moyenne, en 18e position. A l'inverse, des pays dont la performance économique n'est que moyenne, comme la République Tchèque, la Slovaquie et l'Estonie, parviennent à assurer un niveau de justice sociale relativement haut (ils occupent, respectivement la 5e, 9e et 10e position dans le classement), insiste la fondation. L'Index de la justice sociale mesure par ailleurs un autre effet de la crise et des politiques qui l'ont accompagnée. Au déséquilibre entre Nord et Sud

s'ajoute désormais celui entre générations. Ainsi, la pauvreté ou l'exclusion sociale menacent 28% des jeunes et des enfants européens, estime la fondation Bertelsmann. Elle observe une augmentation significative par rapport à 2009 et s'inquiète notamment du chômage des jeunes dans le Sud de l'Europe, alors que la pauvreté parmi les plus vieux semble plutôt être en déclin dans l'UE. Ces divisions sociales, source de tensions et de perte de confiance, risquent de coûter cher non seulement aux Etats membres, mais également à l'UE, met en garde la fondation Bertelsmann pour qui elles menacent "la viabilité future du projet européen" lui-même. Cependant, alors que dans la majorité des pays de l'UE quelques signes de sortie de crise s'amorcent, l'injustice sociale, négligée, reste aux mêmes niveaux. C'est pourquoi l'étude appelle les Etats membres comme l'Union à la mise en place de stratégies intégrées adressant désormais, à côté de l'enjeu de la consolidation budgétaire, aussi celui de la justice sociale. Un effort que la fondation se propose de mesurer désormais dans un "baromètre" annuel et qui, souligne-t-elle, ne constituera pas qu'un coût car "investir dans des opportunités de participation est (...) aussi nécessaire pour l'innovation potentielle d'un pays".

## **ÉCONOMIE , SOCIAL , SCIENCES, TECHNOLOGIE**

### **LA ZONE EURO MALADE**

Les perspectives de croissance de la zone euro revues en baisse. L'OCDE appelle les Etats européens à réagir et la BCE à faire davantage. Les experts de l'OCDE n'y vont pas par quatre chemins. Dans leurs prévisions intérimaires, rendues publiques hier, ils viennent de baisser de 0,4 point leurs perspectives de croissance 2014, à + 0,8 %, pour la zone euro, par rapport à celles de mai. Pour 2015, ils ne se montrent guère plus optimistes et tablent désormais sur une hausse de seulement 1,1 % du PIB, au lieu de + 1,7 % attendu jusque-là. Cette croissance anémique demeure « l'aspect le plus préoccupant » de ce rapport. La zone euro a besoin « d'un soutien monétaire plus vigoureux » pour échapper à un glissement dans la déflation, recommande l'OCDE. « Les récentes mesures prises par la BCE sont bienvenues, mais un assouplissement quantitatif est nécessaire », estime l'organisation. Un « assouplissement quantitatif » signifie que la BCE, qui vient de baisser ses taux et d'annoncer de gros rachats de dette privée, irait

encore plus loin et rachèterait aussi de la dette publique, faisant fi des résistances allemandes. « Il faut en finir avec cette perception, qui est que la politique monétaire en zone euro, c'est toujours trop tard et trop peu », a jugé Rintaro Tamaki, chef économiste de l'OCDE. Par ailleurs, l'OCDE estime qu'« au vu de la faiblesse de la demande, les pays européens doivent utiliser au maximum la flexibilité des règles budgétaires ». Pour la France, les prévisions de l'OCDE sont ramenées à + 0,4 % cette année, suivi de + 1 % l'an prochain. On est loin de + 0,9 % et des + 1,5 % prévus encore en mai. Mais le gouvernement avait anticipé cette détérioration et les nouvelles prévisions de l'OCDE sont exactement conformes à celles du budget 2015. Si l'Italie est la plus touchée (voir ci-dessous), l'Allemagne subit, elle aussi, une correction à la baisse (+ 1,5 % en 2014 et en 2015). Le Royaume-Uni, en revanche, confirme ses bonnes dispositions. L'OCDE se contente de revoir en très légère baisse (- 0,1 %) ses prévisions de croissance (à + 3,1 % en 2014 puis + 2,8 % en 2015). Même chose pour les Etats-Unis : la reprise y est « solide », dit l'OCDE (+ 2,1 % en 2014 puis + 3,1 % l'an prochain). Pour le Japon, la croissance est attendue à 0,9 % cette année, puis 1,1 % en 2015. Entré en récession au premier semestre, le Brésil va quant à lui terminer en très légère hausse (+ 0,3 %) cette année. On est bien loin des + 1,8 % annoncés en mai. Et l'an prochain, il devra se contenter d'un + 1,4 %, soit une réduction de 0,8 % de la prévision en l'espace de quelques mois. Le cas du Brésil ne fait qu'accentuer le contraste entre marchés émergents. La Chine, malgré son ralentissement, devrait voir son PIB progresser de 7,4 % cette année puis de 7,3 % l'an prochain (prévisions inchangées) tandis que l'Inde redresse la tête (+ 5,7 %, soit une révision à la hausse de + 0,8 %) avant d'atteindre + 5,9 % l'an prochain. Cette reprise mondiale inégale présente plusieurs risques. Celui, déjà visible, d'accentuer les tensions géopolitiques. En même temps, des conflits tels ceux du Proche-Orient ou de l'Ukraine impactent de plus en plus les économies. Un autre risque tient à l'euphorie – non justifiée – des marchés financiers, dont la correction pourrait être « brutale ».

## **LE RÉSEAU RÉGIONAL D'AIR FRANCE TOUCHÉ**

Les pilotes de la compagnie aérienne Air France sont en grève depuis hier. Les vols régionaux d'aujourd'hui au départ de Pointe-à-Pitre sont annulés. En revanche, le vol transatlantique Pointe-à-Pitre/Paris prévu à 17h20 est maintenu. Par ailleurs, il faut s'attendre dès demain à l'annulation de certains vols



transatlantiques.

## **UN POINT DE VUE DE FRANCIS PISANI SUR LA NOTION DE VILLES INTELLIGENTES**

Apparente contradiction : d'une part, nous parlons et entendons parler de plus en plus de villes intelligentes. D'autre part, un nombre croissant de ceux qui s'intéressent à l'amélioration des villes et de nos conditions de vie rejettent le terme. La base de ce qui nous intéresse ici est l'utilisation des technologies de l'information et de la communication (TIC) pour améliorer les services urbains et la gestion des villes avec, en prime, dans certains cas, la perspective de le faire à moindre frais. Cela ne vaut rien sans l'intégration de multiples dimensions sociales et de développement durable entre autres. Mais ce sont souvent les TIC qui inquiètent. La question est en fait mal posée. Plus grave, elle est mise en avant par des acteurs qui n'inspirent pas toute confiance. Lancée en 2006, l'offensive est allègrement menée par IBM et Cisco, rejointes par Schneider Electric, Siemens, Philips, Huawei et quelques autres. Autant d'entreprises qui vivent de l'installation des infrastructures qu'elles nous disent nécessaires. C'est le marché. Le vrai problème est que leur approche repose essentiellement sur l'installation d'infrastructures permettant la récupération et le traitement centralisé des données. L'exemple le plus connu depuis la coupe du monde de foot qui s'est tenue au Brésil est le Centre d'Opération de Rio (COR) qui réunit les données de tous les départements de la municipalité. C'est indiscutablement utile. Mais la centralisation présente des risques auxquels nous sommes particulièrement sensibles depuis que nous avons appris le peu de respect qu'ont de nos données personnelles les gouvernements (la National Security Agency aux États-Unis, par exemple) aussi bien que les grosses compagnies TIC (Facebook d'abord, mais aussi Google et les autres). C'est ainsi que l'on voit des acteurs importants qui tout en reconnaissant l'intérêt et l'utilité des technologies se refusent à utiliser le terme. Cela va de la New Cities Foundation à la conférence parisienne sur les « villes vivantes » en passant par le Laboratorio para la ciudad de la ville de Mexico. Personne ne veut vivre dans une ville bête mais personne ne rêve d'être espionné et suivi en permanence. D'où la réticence. Cela doit-il nous conduire au rejet des TIC pour améliorer les villes ou en créer de nouvelles qui soient meilleures ? Pas vraiment, à condition de bien comprendre comment les TIC évoluent. John Markoff a montré dans un livre brillant - *What the Dormouse Said: How the*

Sixties Counter culture Shaped the Personal Computer Industry que l'histoire de l'ordinateur personnel (né à Menlo Park dans les années 1960 et 1970) a toujours été le fruit d'une tension entre deux conceptions, entre deux camps : les ingénieurs tenants de l'intelligence artificielle qui rêvaient de tout faire résoudre par les ordinateurs et les hippies tenants de l'intelligence augmentée qui les concevaient comme un simple outil. Les premiers semblaient vouloir confier le gouvernail (cyber en grec) et la gouvernance du monde aux ordinateurs, les seconds voyaient la relation des humains et des machines plutôt comme une coopération voir une coopération. La tension s'est déplacée avec l'apparition de l'internet (années 1980) et du web (1993) mais n'a pas disparu. Elle a pris deux dimensions essentielles : 1) le recueil massif et traitement des données par des algorithmes en opposition/complément avec la capacité de communication horizontale rendue possible par l'architecture de participation du web ; 2) la tension entre centralisation (des données entre autres) et l'autonomie aux marges. Concernant les villes, cela veut dire que nous n'avons pas à nous passer des TIC pour les améliorer sous prétexte que les propositions dominantes sont centralisatrices et invasives. Nous pouvons tout simplement œuvrer à renforcer le pôle de la participation. A la datapolis que nous proposent (avec d'autres termes) les grandes compagnies opposons la participolis plus citoyenne. Et œuvrons pour elle.

## **L'ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE FRANÇAIS DE LA GUADELOUPE**

Une grande cassure économique française arrive. Son origine n'est pas d'ordre économique, mais bien provoqué par l'incapacité des dirigeants politiques à repenser les institutions et l'organisation économique et administrative. Les finances publiques sont dans le rouge. La plongée de la croissance simplifie les calculs : la moitié des gains de la croissance est dédiée à la protection sociale. Si la croissance diminue comme cela est prévu à 0,4 % les dirigeants français ont le choix de maintenir le taux des dépenses sociales au taux actuel ce qui aura pour conséquence d'accroître et de faire exploser les déficits. Dans cette situation, la France ne pourra jamais résorber son déficit et a dette doublera en 25 ans. Il existe une règle de base en économie qui explique qu'on ne sait pas gérer démocratiquement à moyen et court terme un pays sans croissance. La croissance est le moteur fondamental qui permet de supporter l'état social d'une nation. Cette situation annonce une

nouvelle hausse des impôts en France malgré la limite supérieure de la courbe d'impôts déjà atteinte, c'est-à-dire la limite où le rendement est décroissant. En ce mois de septembre 2 014, la France est devant un choix de civilisation. Le choix est le suivant : les Français acceptent de renoncer à une augmentation de leur pouvoir d'achat individuel pour redistribuer à la dépense collective (santé, protection sociale...) ou les Français refusent et les dirigeants continueront à motiver les citoyens en soutenant les augmentations de salaire. Dans ce cas, il faudra remettre en cause les grandes dépenses collectives. Les projections pour la fin de l'année en terme de croissance économique et de déficit sont très pessimistes. Non seulement il n'y aura pas de réduction significative du déficit, mais la France ne sera pas loin du déficit de l'année dernière. Soit une année pour rien. 2 015 s'engagera avec un acquis de croissance faible et le défi à relever en terme d'économie visée sera non seulement considérable, mais dramatiquement infaisable. La certitude est qu'il y aura davantage d'économies et moins de réductions de déficit que prévu. L'insuffisance de la demande agrégée au niveau européen fait prendre conscience aux gouvernements européens et plus particulièrement au gouvernement français de l'immense gravité de la situation. La fin d'année 2014 sera dramatique pour la France, car de la crise sociale brûlante qui s'échafaude en ce moment naîtra une crise institutionnelle qui pousse à lancer un véritable cri d'alarme. Depuis 40 ans la France expérimente la même politique qui se résume à faire de la relance par la demande, mais cette politique creuse le déficit, augmente les impôts, concentre surtout les augmentations de l'impôt sur les entreprises accélérant la dégradation de la compétitivité donc de l'investissement et de l'emploi. La situation est extrêmement grave. Le risque réel d'implosion fin 2014 du système économique français est sérieux. L'implosion annoncée pourrait entraîner un conflit sociétal humain source de violences physiques dans les zones urbaines où résident les Français aux ressources faibles et les classes moyennes inférieures. Le danger est réel. Le danger est imminent. Les indicateurs sont dans le rouge. L'alarme s'est déclenchée. La fin de l'année 2 014 pourrait vraisemblablement être la fin d'une période économique et institutionnelle pensent beaucoup.

**RUBRIQUE PRÉPARÉE PAR LA RÉDACTION**

# AFFAIRES MONDIALES

## SOCIÉTÉ, POLITIQUE ET ÉCONOMIE MONDIALES

### LA JOURNÉE MONDIALE DE LA DÉMOCRATIE

Le 15 septembre 2014 à l'occasion de la Journée internationale de la démocratie, le Secrétaire général des Nations Unies, Ban Ki-moon a souligné lundi que le monde semblait plus agité que jamais et que dans de nombreuses régions, les valeurs de l'ONU, y compris certains droits et libertés fondamentaux consacrés par la Charte, étaient mis à rude épreuve. « Les récentes explosions de violence viennent une fois de plus confirmer ce que nous savions déjà : lorsque les sociétés font des exclus et que les gouvernements ne réagissent pas et ne rendent pas compte de leurs actes, il est impossible d'instaurer durablement la paix, l'égalité et la prospérité partagée », a affirmé M. Ban dans son message pour cette Journée. « Nous devons redoubler d'efforts pour donner plus de moyens aux milliards de personnes défavorisées, marginalisées, sans emploi, sans espoir et, naturellement, sans illusion. Nous devons faire en sorte qu'elles soient entendues et qu'elles puissent s'investir activement dans leur avenir », a-t-il ajouté. Dans son message, le chef de l'ONU s'est adressé en particulier à ceux qui occuperont le devant de la scène dans le monde après 2015 et qui, par définition, sont à un moment charnière de leur vie. « Aujourd'hui, une personne sur cinq a entre 15 et 24 ans. Jamais la transition de l'enfance à la vie adulte n'a été aussi difficile mais, en même temps, aussi pleine de promesses. La capacité d'établir des réseaux est à votre portée, ce qui était inconcevable lorsque l'Organisation a été créée, il y a près de 70 ans. Vous pouvez désormais vous rassembler autour des questions qui importent : l'injustice, la discrimination, les atteintes aux droits de l'homme, l'apologie de la haine, ou encore la nécessité d'être solidaire », a souligné M. Ban. Le Secrétaire général a rappelé que les jeunes dans le monde n'ont jamais été aussi nombreux, et ils sont appelés à faire face à des défis considérables. Pour cela, ils doivent réfléchir aux moyens de les relever, prendre leur destin en main et réaliser leurs rêves afin de bâtir un avenir meilleur pour tous. Les jeunes doivent « contribuer à ériger des sociétés plus solides et plus démocratiques; collaborer et user de leur créativité pour devenir les architectes

d'un avenir sans laissés pour compte et offrir à l'humanité de meilleurs lendemains », a affirmé M. Ban. « En cette Journée internationale de la démocratie, j'engage tous les jeunes, où qu'ils soient, à jouer un rôle de premier plan pour promouvoir la démocratie inclusive, partout dans le monde », a-t-il ajouté.

## **BAISSE DE LA POPULATION QUI MEURT DE FAIM**

La faim recule dans le monde. Les personnes qui en souffrent sont désormais environ 805 millions, soit 100 millions de moins qu'il y a dix ans et 209 millions de moins qu'il y a 20 ans, a annoncé mardi à Rome l'Organisation pour l'alimentation et l'agriculture (FAO). Le pourcentage de personnes en état de sous-alimentation est ainsi passé au cours de la dernière décennie de 18,7% à 11,3% de la population mondiale, précise le rapport rédigé annuellement par la FAO avec le Programme alimentaire mondial (WFP) et le Fonds international pour le développement de l'agriculture (IFAD). La baisse est encore plus fragrante dans les pays en développement, où cette proportion est passée de près d'un quart (23,4%) à 13,5%. Cette amélioration devrait permettre d'atteindre les "Objectifs du millénaire" fixés par les Nations unies en 2000, qui prévoient de diminuer de moitié d'ici à 2015 la proportion de personnes sous-alimentées dans ces pays. Les progrès réalisés au niveau mondial sur le front de la lutte contre la faim masquent néanmoins de profondes disparités régionales. Ainsi, des pays comme le Brésil ou l'Indonésie ont déjà atteint les objectifs de développement en diminuant par deux le nombre de personnes sous-alimentées grâce à des investissements et à des mesures dans les domaines allant de l'agriculture aux cantines scolaires. A contrario, l'Afrique sub-saharienne a peu progressé au cours des dernières années: environ une personne sur quatre reste ainsi sous-alimentée dans cette partie du monde.

## **AMÉRIQUE LATINE CARAÏBES**

### **RALENTISSEMENT DE LA CROISSANCE EN HAÏTI**

L'Institut Haïtien de Statistique et d'Informatique (IHSI) vient de publier le 55e numéro de sa publication intitulée: « Conjoncture économique : Principaux indicateurs du secteur réel de l'économie

haïtienne au cours du troisième trimestre (avril - juin) de l'année fiscale 2014.

**En rythme mensuel**, l'Indice de la production industrielle (IPI) a crû de 6,6% par rapport au 3e trimestre de l'année fiscale 2013. La fabrication de produits alimentaires, boissons et tabac (12,5%), la fabrication de papier, édition et imprimerie (6,6 %), la fabrication de produits chimiques (7,1 %) et la Fabrication d'ouvrages métallurgiques (11,1 %) ont été les plus performantes.

Le commerce a augmenté en valeur nominale, de 13.3% par rapport au 3e trimestre de l'exercice fiscal 2012-2013 : commerce de produits alimentaires (17,2%), commerce de véhicule (10,1%), commerce d'autres biens de consommation (34,5%), commerce des matériaux de construction et de quincaillerie (25,4%) et commerce d'appareils, d'équipements domestiques (6,6%).

Le secteur de la construction a progressé au 3e trimestre 2014, mais à un rythme moindre par rapport à l'année fiscale 2013. L'indice d'activité de construction a crû de 11,1 % au cours des mois d'avril à juin alors que cette croissance était de 13,1 % pour l'exercice fiscal 2012-2013.

La production et distribution d'énergie électrique a diminué de 8,3 % au 3e trimestre 2014 par rapport au 3e trimestre de l'exercice passé. Cette diminution trimestrielle est consécutive à une régression de la production énergétique à la fois au niveau des centrales thermiques et hydroélectriques. Il convient de noter que cette information tient compte uniquement de l'énergie électrique distribuée par l'Electricité d'Haïti (ED'H).

**La situation n'est pas différente en rythme trimestriel.** Comparée au trimestre précédent, l'évolution des indicateurs conjoncturels, d'avril à juin 2014, a été marquée par un accroissement positif au niveau des branches industrie manufacturière, commerce, construction. Par contre, la branche énergie a plutôt connu une croissance négative.

L'Indice de la production industrielle (IPI) a connu durant le troisième trimestre de l'année fiscale 2014, une croissance positive de 3,7 % par rapport au trimestre antérieur.

L'Indice d'activité commerciale (IAC) a également enregistré un accroissement de 4,7 % pour les mois d'avril à juin de l'année fiscale 2014 par rapport aux mois de janvier à mars 2014.

L'Indice d'activité de construction (IAC) pour la période allant d'avril à juin 2014 a aussi affiché une tendance à la hausse (6,2%) par rapport au deuxième trimestre de l'année fiscale 2014.

### **Sur les neuf mois (octobre –juin) de l'année fiscale 2014**

les activités Industrielles, commerciales et de construction sont en hausse , mais à un rythme moins élevé par rapport aux neuf mois de l'année fiscale 2013. En effet, les taux de croissance cumulés des indices de l'industrie, de la construction et du commerce pour les neuf mois de l'exercice fiscal 2013-2014 sont respectivement de 7,3%, 9,2% et de 12,8%. Ces taux de croissance sont inférieurs à ceux qui étaient réalisés par l'économie haïtienne durant la même période de l'exercice fiscal antérieur (c'est-à-dire neuf mois de 2013 comparés à neuf mois de 2014). Il faut s'attendre à un ralentissement du rythme de croissance cette année .

## **RUBRIQUE PRÉPARÉE PAR JACQUES DAVILA**

# **MARCHÉS FINANCIERS MONDIAUX**

## **ASIE**

La Bourse de Tokyo a clôturé sur une note négative mardi, mettant fin à une belle série qui avait hissé l'indice Nikkei à un nouveau sommet depuis janvier, sur fond d'attente avant la réunion de la Réserve fédérale américaine (Fed). A l'issue des échanges, le Nikkei des 225 valeurs vedettes a cédé 0,23% (-36,76 points) à 15'911,53 points. Il avait débuté la journée dans le rouge après un week-end de trois jours et la performance mitigée de Wall Street. Il a toutefois limité les pertes, en partie grâce à la bonne performance de SoftBank. Le titre du groupe de télécommunications est soutenu par l'entrée en Bourse imminente du géant chinois du commerce en ligne Alibaba, dont il est le premier actionnaire. L'indice élargi Topix de tous les titres du premier tableau a fléchi pour sa part de 0,22% (-2,86 points) à 1310,86 points. La séance a été faiblement active avec 1,86 milliard de titres échangés sur le premier marché. A la clôture de la place tokyoïte (06H00 GMT), le dollar se situait à 107,26 yens et l'euro à 138,74 yens, tous deux en progression par

rapport à leurs cours des premières heures de la matinée.

## ÉTATS UNIS

La Bourse de New York a terminé en hausse mardi, portée par les spéculations sur les intentions des banques centrales américaine et chinoise. Le Dow Jones s'est adjugé 0,59% à 17'131,97 points et le Nasdaq 0,75% à 4552,76 points. L'indice élargi S&P 500 est monté de 0,75% à 1998,98 points. Après avoir débuté dans le rouge, les indices ont notamment profité "d'informations de presse sur le renforcement par la banque centrale chinoise de ses mesures de soutien à l'économie", a indiqué Jack Ablin de BMO Private Bank. C'est surtout vers la banque centrale américaine (Fed) que se tournent les regards. L'institution a débuté mardi une réunion de deux jours de son Comité de politique monétaire. La rencontre devrait déboucher, sans surprise, sur une nouvelle réduction de l'aide de la Fed à l'économie via l'achat massif d'actifs sur les marchés financiers. Mais les investisseurs veulent surtout savoir si l'institution émettra des signaux sur le relèvement des taux d'intérêt, proches de zéro depuis 2008 pour inciter au crédit.

## EUROPE

Les Bourses européennes ont terminé en léger recul mardi, l'attente du résultat de la réunion de la Réserve fédérale américaine, mercredi, et du référendum sur l'indépendance de l'Ecosse, jeudi, ayant continué à paralyser les investisseurs. Les spéculations selon lesquelles la Fed, qui a débuté ce mardi une réunion de deux jours de son comité de politique monétaire (FOMC), pourrait décider de les relever plus rapidement et plus fortement que prévu, continuent de fragiliser les marchés d'actions et de doper le dollar. À Paris, l'indice CAC 40 a terminé en baisse de 0,44% à 4.409,15 points alors que le Premier ministre Manuel Valls demande pour la deuxième fois la confiance des députés. Le Footsie britannique, toujours sous pression avant le référendum en Ecosse, a perdu 0,18% et le Dax allemand 0,28%, tandis que l'indice EuroStoxx 50 cédait 0,31% et le FTSEurofirst 300 0,23%.



## CHANGE

Sur le marché des changes mardi midi, la monnaie unique européenne se traitait toujours à proximité immédiate des 1,30 dollar alors que la Réserve fédérale va entamer, tout à l'heure, un comité de politique monétaire de deux jours. A cette heure, l'euro reste neutre (+ 0,04%) face au billet vert américain, à 1,2944 dollar, ainsi d'ailleurs que face au yen (- 0,03% à 138,65) et au franc suisse (- 0,14% à 1,2087). Voilà cinq séances de suite que la 'paire' de devises euro/dollar se traite, sans grande amplitude, entre 1,2884 et 1,2979. Le mouvement de baisse amorcé après les annonces surprises de la BCE (Toronto: BCE-PA.TO - actualité) , en début de mois, a fait place à une sorte de consolidation horizontale. Alors que la BCE devrait commencer d'ici peu à alourdir son bilan en procédant à des rachats d'actifs obligataires, la valeur relative de la monnaie dont elle a la charge devrait mécaniquement baisser. Et ce d'autant que la Réserve fédérale américaine, elle, va probablement annoncer dans les mois qui viennent la fin de ses propres programmes de rachats d'actifs, les QE. Mais pour l'heure, l'euro résiste, comme il le fait face au moral des analystes et investisseurs allemands, qui se dégrade pour le neuvième mois consécutif : l'indice ZEW diminue de près de deux points à 6,9 en septembre, alors que la moyenne de long terme se situe à 24,6. En revanche, la devise de l'union monétaire européenne gagne 0,24% contre la livre sterling, à 0,7992, à quelques jours de l'issue d'un référendum par lequel l'Ecosse, l'une des quatre régions de l'actuel Royaume-Uni qui concentre près de 10% de son PIB, pourrait devenir indépendante.

## RUBRIQUE PRÉPARÉE PAR LA RÉDACTION

# MANAGEMENT, DROIT, PATRIMOINE

## LE VIAGER

Le viager est toujours une bonne opération. Le problème c'est qu'on ne sait pas toujours pour qui... Si notre président a fait une excellente transaction en achetant en viager sa villa de Mougins, ce n'est évidemment pas le cas de tous les acquéreurs. L'exemple de

la désormais célèbre et plus que centenaire Jeanne Calment n'est pas le meilleur argument publicitaire pour l'achat en viager. Or, le viager est une solution d'avenir. Plus que cela : c'est LA solution d'avenir. Celle qui nous permettra de faire face au problème -- ô combien énorme -- de nos retraites et de la dépendance. Aujourd'hui près de 90% des personnes âgées veulent rester dans leur domicile, quelque soit le confort de celui-ci, paraît-il. Nous sommes tous prêts à le croire. Il suffit de mettre un pied dans une maison de retraite pour se dire que jamais on ne nous confinera avec autant de vieillards dans un lieu pareil. Pour autant, vieillir chez soi est un luxe. Effectivement, et c'est irrémédiable, les coûts évolueront proportionnellement à notre âge : tout ce que l'on faisait avant quand on était jeune et/ou bien portant devra être pris en charge qu'il s'agisse du ménage, jardinage, cuisine. Et très vite, on aura besoin d'une aide à domicile, voire d'une aide-soignante. Il faut être réaliste. Ne comptez pas sur Pierre, Paul ou encore sur le petit Jacques pour vous aider. Nous vivons dans un monde individualis-te. Dans bien des cas, notre seule richesse sera notre maison. D'ailleurs, près de 75% des retraités sont propriétaires. Comment rester chez soi lorsqu'on est propriétaire ? En vendant en viager et percevant une rente à vie. Malheureusement, vous et moi ne sommes pas les seuls à avoir eu cette idée assez géniale. Selon certains professionnels, il y aurait 10 offres de ventes, pour une seule et unique demande d'achat. Une seule, c'est maigre tout de même... Il faut dire que l'achat en viager n'est pas très engageant. Miser sur la mort d'autrui pour espérer s'enrichir, voire se loger un jour, ne met personne à l'aise. La transaction se fait d'ailleurs rarement dans une totale décontraction, alors que les objectifs des vendeurs et des acheteurs sont littéralement opposés. Le premier, et on ne lui en veut pas, veut vivre le plus longtemps possible. Le second mise sur une mort rapide du vendeur à qui il aura préalablement donné le moins d'argent possible. Des intérêts pour le moins antinomiques... et qui ne mettent personne à l'aise ! Face à cela, des sociétés mitonnent des produits financiers basés sur le viager. Même la Caisse des Dépôts et Consignation vient de mettre en place un fonds d'acquisition de biens immobiliers en viager de 100 millions d'euros. L'idée est de surfer sur la vague des viagers pour concevoir des produits rentables tout en fluidifiant un marché engorgé... Ces produits présentent également le double avantage de dépersonnaliser et de sécuriser cette transaction. N'oublions pas en effet, que les opérations entre particuliers font de plus en plus souvent l'objet de contentieux pour non-paiement de la rente par

l'acquéreur. Aujourd'hui, les vendeurs demandent de plus grandes garanties pour s'assurer d'un versement régulier de la part de l'acheteur. Un conseil tout de même avant de foncer sur ces viagers mutualisés : si ces produits clés en main peuvent être intéressants ils sont très souvent surchargés en frais. Bref, vendre en viager, pour rester autonome et indépendant le plus longtemps possible, peut être une excellente idée. L'avenir des retraites nous oblige à y réfléchir sérieusement. Mais il faut le faire intelligemment. Evitez les arnaques (il y en a de plus en plus), écarterez les produits créés dans le seul but d'engraisser le gestionnaire.

**RUBRIQUE PRÉPARÉE PAR MYRIAM ROMUALD ELUTHER**

## **T**ABLEAU DE BORD

### **LE SMIC**

Le montant du SMIC horaire brut est fixé, à partir du 1er janvier 2014 à 9,53 euros de l'heure. Avec cette hausse , le salaire minimum passe à 1445,38 euros bruts mensuels pour 35 heures. Avec la prise en compte de l'accord BINO le salaire minimum est différent .

### **INDICE DE RÉFÉRENCE DES LOYERS**

Au quatrième trimestre 2013, l'indice de référence des loyers augmente de 0,69 % sur un an. Au quatrième trimestre 2013, l'indice de référence des loyers atteint 124,83. Sur un an, il augmente de 0,69 %.

### **INDICE DU COÛT DE LA CONSTRUCTION**

L'indice du coût de la construction (ICC) s'établit à 1 615 au quatrième trimestre 2013 après 1 612 au trimestre précédent. En glissement annuel, l'ICC diminue (-1,46 %).

### **INDICE DES LOYERS COMMERCIAUX**

Un avis publié au Journal officiel du 6 avril 2014 précise que l'indice des loyers commerciaux (ILC) du quatrième trimestre 2013, calculé sur une référence 100 au premier trimestre de 2008, atteint 108,46.

### **POPULATION**

POPULATION 2011: 404 635 habitants

**19 LA NATION N°1093 /MARDI 16 SEPTEMBRE 2014**

## OFFRE

PIB 2012 : **8033** dont 34 % de PIB non marchand ( 2 732 )  
IMPORTATIONS 2012: **2686**  
RESSOURCES TOTALES : 10 719

## DEMANDE

CONSOMMATION 2012: 8 467 ( **4895** ménage et **3572** administration )  
INVESTISSEMENT 2012 : **1419**  
EXPORTATIONS 2012 : **808**  
DEMANDE TOTALE : 10 719

## PRIX

JUILLET 2014 : - 0,2 % % sur un mois ; 0,3 % sur un an.

## EMPLOI , CHÔMAGE

DEMANDEURS D'EMPLOI ( A B C E) en juillet 2014:74290 ( 1,6 % sur un mois et 4,1 % sur un an ).  
OFFRES D'EMPLOI en juillet 2014 : 750 ( - 13,8 % sur trois mois ).  
EMPLOI MARCHAND au 30 septembre 2012 : 49 800 (dont 8,500 industrie , 7,500 construction, 33,800 service marchand )  
EMPLOI NON MARCHAND EN 2010 : 48577 dont 36 282 fonctionnaires ( état 15212, collectivités locales 15 729 , santé 5341).

## ENTREPRISES CRÉÉS

NOMBRE D'ENTREPRISES CRÉÉES en 2012 : **5 004 (-10,9 %)**

RUBRIQUE PRÉPARÉE PAR L'OBSERVATOIRE ÉCONOMIQUE CARAÏBE

[http://guadeloupeconvention.typepad.com/observatoire\\_economique\\_c/](http://guadeloupeconvention.typepad.com/observatoire_economique_c/)

**LA NATION POUR VOUS INFORMER**